



## Salim Lamrani relève que l'amende dont les USA menacent de frapper Paribas viole le droit international



Paris, 2 juin (RHC/PL)- L'analyste Français Salim Lamrani a relevé que les sanctions des États-Unis contre la banque française BNP Paribas pour de présumées violations du blocus contre Cuba violent le droit international, qui stipule qu'aucune loi ne peut avoir un caractère extraterritorial.

Washington menace de frapper Paribas d'une amende de 10 milliards de dollars, la plus forte jamais imposée à une entité financière aux États-Unis.

« Selon les normes en vigueur, les lois étasuniennes ne doivent pas être appliquées en France, de la même façon que les lois allemandes ne peuvent pas l'être en Grande Bretagne. C'est la législation nationale qui doit prévaloir », a déclaré à l'agence de presse Prensa Latina le docteur ès Etudes ibériques et latino- américaines à l'Université Paris- Sorbonne.

Salim Lamrani a ajouté que le gouvernement du président François Hollande devrait condamner énergiquement cette atteinte à la souveraineté nationale et aux intérêts essentiels de la France car la BNP Paribas est un très important pôle bancaire.



---

Salim Lamrani qui est également spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis a rappelé que lorsque Barack Obama brigait la présidence il a reconnu l'échec total de la politique vis-à-vis de notre pays et qu'il a alors promis un changement de cap.

« Cependant, depuis son accession au pouvoir, il applique avec plus de sévérité que son prédécesseur George Bush, le caractère extraterritorial des sanctions économiques » -a-t-il ajouté..

« Le blocus économique, financier et commercial que les États-Unis font subir à Cuba depuis plus de 50 ans déjà est le principal obstacle au développement économique de l'île » a dénoncé Salim Lamrani qui a rappelé qu'une telle politique est anachronique ; qu'elle date de l'époque de la guerre froide et qu'elle n'a pas atteint le but de détruire la Révolution Cubaine.

Salim Lamrani, qui est également journaliste a rappelé que la majorité écrasante des pays qui forment la communauté internationale se prononce systématiquement en faveur de la levée du blocus génocidaire des Etats-Unis contre Cuba. de Cuba.